

L'idée de responsabilité partagée

Un préalable : investir dans le meilleur développement des territoires, car aucune société humaine ne peut prétendre à la paix, dès lors qu'elle oublie que la cohésion des sociétés se forge dans l'émergence de processus de développement local, réellement inclusifs.

Pourquoi notre société en conseil économique s'intéresse à l'Economie Sociale et Solidaire ? Tout simplement, par le fait qu'elle rassemble des personnes ayant des valeurs communes, dont la principale se nomme : respect de l'humain.

Ainsi, l'on peut s'attacher à la rentabilité... à la croissance... à la compétitivité économique des entreprises ; tout en ayant conscience que le développement de certains territoires, durement touchés par la pauvreté et encourant des risques permanents d'exclusion de la marche du monde, ne peut s'entreprendre que dans l'harmonisation de l'économique et du social.

Ainsi, l'on peut, tout en agissant sur des terrains rigoureusement économiques, également manager des projets ayant, in fine, pour socle la rentabilité sociale pour un territoire donné.

Ainsi, l'on peut agir pour l'individuel, tout en le conciliant, suivant le territoire d'intervention, avec l'intérêt collectif.

Dans un premier exemple, cet engagement humain peut prendre forme dans le soutien apporté à des actions particulières, telles que la création de deux fonds de dotation sur Marseille, en partenariat avec un avocat spécialisé. Une action qui ne s'arrête pas à la création, il va de soi.

L'un des fonds est porté par une association culturelle, l'autre par une association de petits commerçants.

Le premier mène une réflexion sur la pérennisation d'activités culturelles porteuses de cohésion sociale, au sein d'un territoire en zone urbaine sensible. Le travail en cours ouvre de nouvelles perspectives d'organisation des activités, d'appropriation des technologies, de déploiement territorial, de management et introduit l'économique.

Le deuxième vise à favoriser la participation citoyenne des commerçants d'un quartier central de la ville devenue abominablement insalubre et autant nuisible aux commerces, qu'à la population. Les commerçants, devenus acteurs-citoyens, souhaitent en soutien aux stratégies institutionnelles, mettre-en-œuvre de micros projets innovants de rénovation améliorant le cadre de vie. Ces projets prennent corps dans le cadre de cafés citoyens rassemblant les commerçants, la population et le monde extérieur.

Comme vous l'avez compris, les actions des deux fonds sont situées dans des secteurs où la question de la souffrance sociale à une dure résonance. Et cela même, en Europe.

Pour poursuivre : lier rentabilité économique et rentabilité sociale permet d'envisager le durable au sein de la problématique du développement local.

L'engagement est également, bien entendu, porté en Afrique. Car, pour ce qui me concerne, l'intervention humanitaire doit rester dans le ressort de l'urgence. Les populations ne peuvent trouver une voie d'épanouissement que dans la récupération de leur dignité, de leur autonomie, celle-ci passant par une sortie de la dépendance économique, soit une sortie de l'assistanat. Autrement, comment profiler un avenir plus sécurisé ? Comment sinon croire à un développement plus soutenable, alors que les mers et les rives de certains bords déversent des humanités brisées ; alors que des enfants sont privés de devenir, ceci d'ailleurs au détriment du propre devenir de leurs pays ?

Par conséquent, la collaboration à la mise-en-œuvre de stratégies territoriales de développement économique représente une voie cruciale, pour doter les populations et les acteurs économiques locaux de capacités, donnant la réelle possibilité de prendre en main sa destinée, d'avoir le choix de penser son avenir, soit : d'entrer, pour les uns, dans la Vie en tant qu'acteur de son propre développement personnel, et, pour les autres, de contribuer à la prospérité de son territoire de Vie. Une collaboration inscrite au sein d'une relation non hégémoniste et, ouvrant la voie à la bonne préhension des enjeux sociétaux à « l'échelle monde ».

Parmi, les actions en cours en Afrique, il y a la réflexion entamée avec Anne-Marie Solvi de Paul Wurth, qui permettra dans le cadre de la création d'infrastructures, d'ériger à moyen termes un réseau de coopération économique. La volonté commune est de bâtir des cadres partenariaux dynamiques actionnant, autour de projets de construction d'infrastructures, les volets intrinsèques à toute démarche de développement humain viable : apports technologiques de haut niveau (construction, énergie, eau, santé...), formation, création d'emplois et d'activités, revenus, etc. Il s'agit ainsi, de bâtir ensemble une approche intégrée, dans la proximité. Le substrat, comme nous le savons tous, du renforcement économique des forces vives qui font les territoires, est : de voir enfin les populations faire face à leurs besoins premiers (se nourrir, se soigner, payer les études de ses enfants, etc.) ; ou encore d'assister à la croissance des entreprises locales.

L'intérêt porté aux technologies mène aussi à entreprendre une réflexion ouverte, pour aboutir dans le moyen terme à l'élaboration de projets de croissance économique, intégrant un volet sociétal.

Enfin, en parallèle, le financement représentant le nerf de la guerre, une des autres actions actuelles est de travailler à renforcer la coopération avec les plateformes de financements inclusives (ex. : institutions financières du développement, fonds orientés impact investing, plateformes européennes de microfinance, fondations, etc.).

Le vœu que je formulerai, ce jour, est de parvenir à élargir le réseau d'action, dans le court terme. Car seul l'association des énergies, avec au centre la mutualisation des savoir-faire permettra, pour reprendre l'OCDE, d'efficacement participer à : favoriser l'instauration d'une croissance inclusive et développer des activités économiques durables.

Voilà, brièvement mon approche, dans une perspective de croissance soutenable du monde.

EURO PARTNER SA
Thérèse BASSE